

parti a préconisé la tenue d'une conférence européenne sur la sécurité et une attitude de progrès à l'égard du problème. Nous estimons depuis longtemps que la réduction équilibrée des forces armées de tous les pays de cette région est essentiel à la paix mondiale. Le ministre a raison de dire que Berlin tient la clé de la détente à cet égard, et je voudrais rendre hommage au chancelier de l'Allemagne de l'Ouest, M. Willy Brandt, qui a agi en véritable homme d'État.

En terminant je me réjouis de voir que le ministre semble aussi avoir parlé franchement au ministre des Affaires étrangères du Portugal. Je ne puis m'empêcher de regretter que la réunion de l'OTAN ait eu lieu dans ce pays. Le préambule du traité de l'OTAN déclare que son principal objectif est de protéger les libertés et les droits fondamentaux pourtant le ministre a parlé de l'attitude du Portugal envers ses colonies. Ce n'est pas seulement à cela que nous nous opposons, mais aussi au fait que, sur son territoire même, le Portugal prive ses propres citoyens de droits fondamentaux. A notre avis, l'OTAN ne peut être digne de foi tant que cet organisme tolérera dans son sein des pays qui refusent à l'homme ses droits fondamentaux.

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) vient de faire un exposé sur les rencontres internationales. En effet, au cours de son périple de deux semaines autour du monde, le ministre a discuté d'au moins quatre des questions qui attirent le plus l'attention de tous les pays du monde.

A l'ONU, l'honorable secrétaire d'État s'est entretenu d'un sujet important et extrêmement urgent, soit celui du Pakistan. Il s'est passé et il se passe encore dans ce pays des événements qui ont scandalisé le monde entier. Ce pays est en proie à une révolution injustifiable qui a entraîné des milliers de pertes de vie, et il est maintenant victime d'une épidémie qui, jusqu'ici, n'a pu être maîtrisée. J'espère que le Canada pourra contribuer à enrayer les dommages subis par ce peuple qui, je pense, ne mérite pas un tel traitement.

L'honorable ministre s'est ensuite entretenu, à Washington, d'un autre sujet qui prend de plus en plus d'importance, soit celui de la pollution. Pour des raisons économiques, nos voisins du Sud ne semblent pas trop s'inquiéter du danger de pollution que comporte le transport du pétrole. A mon avis, le Canada doit afficher une attitude ferme à ce sujet et faire reconnaître ses droits, même s'il ne le fait peut-être pas au point de vue juridique, parce que le droit international est assez compliqué.

L'honorable ministre s'est ensuite entretenu, à Paris, sur un sujet que je crois très important, puisqu'on a traité surtout des problèmes qui se posent aux pays membres de l'OCDE, c'est-à-dire l'inflation et le chômage. Il me semble que ces mêmes problèmes soient répandus partout.

Quelles conclusions pouvons-nous tirer des entretiens entre les ministres à Paris? A ce sujet, on peut lire dans la déclaration du ministre:

Ces problèmes...

C'est-à-dire l'inflation et le chômage.

...vont continuer de se poser à nous et les participants ont conclu qu'il n'existe pas là de solution facile.

[M. Brewin.]

Monsieur l'Orateur, nous savons depuis longtemps que les gouvernants, tant au Canada que dans les autres pays membres de l'OCDE, ne connaissent aucune solution facile. Partout, on veut combattre l'inflation, mais la seule solution qu'on semble avoir trouvée, c'est de permettre un chômage accru.

Monsieur l'Orateur, je suis d'avis que si l'on veut combattre l'inflation sans augmenter le taux de chômage ou en faire retomber le coût sur le dos des consommateurs, il faut innover et mettre en pratique la formule proposée par les Créditistes. On en a ri, et l'on en rira encore, mais aussi longtemps qu'on en rira, nous serons aux prises avec les mêmes difficultés.

La population, notamment les travailleurs, réclament partout des augmentations de salaires en vue de pallier la hausse des prix. Toutefois, ce dont tout le monde a besoin, ce n'est pas nécessairement des augmentations de salaires, mais une augmentation du pouvoir d'achat qui serait prise à même les prix à la production, de sorte que les gens pourraient se procurer les choses dont ils ont besoin, sans que les prix en soient augmentés.

Il semble que cette solution n'a pas été étudiée à Paris, mais tant qu'on s'en tiendra aux solutions ou aux idées qui prévalent depuis 25 ou 30 ans, je ne pense pas qu'on puisse en arriver à des résultats valables.

A Lisbonne, on s'est intéressé aux problèmes qui existent entre deux blocs,—le bloc de Varsovie et celui de l'OTAN,—et l'on semble prétendre qu'une détente est possible entre les deux.

Nous souhaitons ardemment qu'il y ait détente entre ces deux blocs, et je trouve bizarre que, du côté soviétique, on ait attendu de nombreuses années avant d'entreprendre des négociations. L'U.R.S.S. a attendu de posséder autant d'armements que les États-Unis, pour ensuite demander une détente entre les deux blocs.

Sachant que les chantiers navals, principalement dans le domaine de la construction de sous-marins nucléaires, fonctionnent toujours en U.R.S.S., ces négociations me laissent un peu inquiet, et je me demande si l'on n'agit pas un peu comme l'araignée invitant les mouches à entrer dans sa toile.

Sur ce, monsieur l'Orateur, je demande au gouvernement d'être prudent dans ses négociations, dans ses entretiens de toutes sortes, et je souhaite que tout cela aboutisse à la paix tant désirée partout.

[Traduction]

QUESTIONS INSCRITES AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

LES FONDS ALLOUÉS À TERRE-NEUVE EN 1970 AUX FINS DE FORMATION

Question n° 786—**M. Carter:**

1. Quelle a été la somme globale attribuée au gouvernement de Terre-Neuve en 1970 pour, a) les écoles commerciales et techniques, b) le recyclage de la main-d'œuvre et, autres programmes connexes?